

de la réunion des premiers ministres. À l'approche de la réunion, certains à Ottawa s'opposèrent au fait que, dans leur approche des relations en matière de défense, les Britanniques semblaient voir le Commonwealth comme un instrument de la sécurité collective. Toutefois, bon nombre des points à l'ordre du jour étaient familiers : les relations entre les pays de la zone sterling et ceux de la zone dollar; les consultations régulières entre les membres; et le statut ou la désignation des chefs de mission. En revanche, la décision de l'Irlande d'abroger la Loi sur les relations extérieures, son dernier lien formel avec la monarchie, et celle de l'Inde de se doter d'une constitution républicaine présentaient des défis plus importants pour le Canada et le reste du Commonwealth. Dans le premier cas, il y avait un mouvement vers la séparation d'avec le Commonwealth (tout en prenant soin de protéger le traitement préférentiel relativement au commerce et à la citoyenneté), mais les relations avec l'Inde furent caractérisées par un désir sincère d'en arriver à un compromis. Le gouvernement canadien fut quelque peu pris au dépourvu lorsque le Premier ministre John Costello, dans une allocution prononcée au Canada, fit part de l'intention de l'Irlande de quitter le Commonwealth (document 922). Il ressortit toutefois d'un entretien privé entre Mackenzie King et Costello que les deux parties étaient tout aussi désireuses d'opérer ce changement le plus amicalement possible<sup>7</sup>. Si Mackenzie King tenta de trouver dans le cas de l'Inde une formulation de compromis, Pearson pour sa part participa très activement aux négociations avec Nehru et d'autres en vue de garder une Inde républicaine dans un Commonwealth jusque-là monarchique. Pour le Canada, il importait de garder l'Inde dans le Commonwealth, tant comme membre le plus influent d'Asie que comme rempart possible pour l'Ouest dans cette région. En fait, il s'agissait de redéfinir le Commonwealth.

Ce qui ressort tout spécialement du chapitre sur le Commonwealth (et des archives ministérielles à partir desquelles il a été élaboré), c'est l'insignifiance relative des relations bilatérales, exception faite des rapports financiers et commerciaux entre le Canada et la Grande-Bretagne. La dépêche de Norman Robertson reproduite dans le présent volume représente un brillant compte rendu de «la continentalisation croissante de la politique du Royaume Uni»; largement diffusée à Ottawa, elle ne souleva pas néanmoins de questions bilatérales exigeant une suite immédiate (document 927).

On ne négligea certes pas le fait, de leur consacrer un chapitre séparé se justifia par leur importance les relations économiques internationales. Mais aussi les différents volets de ce sujet — et notamment les relations financières et commerciales au sein du Triangle de l'Atlantique Nord formé par la Grande-Bretagne, les États-Unis et le Canada — étaient très interreliés. Cela ne fut jamais plus manifeste qu'au moment de l'examen du Plan Marshall et de ses répercussions. Au départ, les Canadiens voulaient éviter de créer à Washington l'impression d'une «coalition» des pays du Commonwealth contre les États-Unis et rejetaient donc catégoriquement une approche concertée (documents 585 et 586). L'Administration américaine exerça néanmoins des pressions dans le but d'amener le Canada à aider la Grande-Bretagne et, de la sorte, à influencer le Congrès (document 605). Et le caractère tripartite du problème sterling-dollar fut mis en évidence lorsque le chancelier de l'Échiquier, sir Stafford Cripps, effectua une visite à Ottawa (document 684) et se

<sup>7</sup>Journal de King : 9 septembre 1948.